



**Mercredi
3 mars 2021**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org>

Facebook :

[Lutte ouvrière Chau-
mont](#)

Contact :

courrier postal :
Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

n° 21-imp.spé.LO

Le capitalisme, un obstacle dans la lutte contre le virus

L'épidémie flambe à nouveau et les habitants de 20 départements sont ou seront soumis, à de nouvelles restrictions. Le gouvernement se défend en expliquant que les autres pays ne s'en sortent pas mieux. C'est vrai, mais il serait plus exact de dire que Macron fait aussi mal que les autres.

Les dirigeants de la planète ont pour point commun de gérer la crise sanitaire de la seule façon qu'ils connaissent : en respectant scrupuleusement le cadre capitaliste.

Le gouvernement traque le virus pendant les heures de loisirs, mais il le laisse courir dans les entreprises. Les transports en commun sont toujours bondés et les établissements scolaires n'ont aucun moyen supplémentaire.

Dans le domaine de la vaccination, les laboratoires ne partagent pas leurs connaissances, ne se communiquent pas les brevets. Chaque laboratoire veut vendre son vaccin et encaisser les profits. Quant à investir dans les chaînes de fabrication pour produire les doses commandées et payées, ils ne sont pas pressés.

La situation exigerait pourtant de mettre en commun le savoir et les moyens de production, mais la concurrence et la propriété privée l'interdisent. Car nous vivons dans une société qui place la propriété capitaliste et le profit au-dessus de tout. Les capitalistes sont incapables de

répondre à une « mobilisation générale », contre une pandémie ou contre tout autre chose. Ils ne savent se mobiliser que s'il y a des bénéfices à en retirer.

Les politiciens à leur service ne peuvent qu'être impuissants. Et pour masquer leur inefficacité ils se défont sur la population.

Depuis que l'épidémie fait rage, la responsabilité de la situation est toujours rejetée sur les comportements individuels et le prétendu manque de civisme.

Le gouvernement et les médias à sa botte ont voulu faire croire, pendant des semaines, que le problème était la réticence d'une fraction de la population à se faire vacciner. Aujourd'hui, ils nous baladent avec le passeport vaccinal, alors que ceux qui veulent se faire vacciner ne le peuvent pas.

Les travailleuses et les travailleurs n'ont pas de preuve à donner de leur implication dans la lutte contre l'épidémie.

Le personnel hospitalier donne tout ce qu'il peut dans le combat, alors même qu'il subit toujours les restrictions budgétaires et on peut en dire autant des auxiliaires de vie, du personnel des Ehpad ou encore des chercheurs qui ont découvert les vaccins.

Ces efforts collectifs sont gâchés par cette organisation capitaliste de la société. Alors tout comme du virus, il est urgent de s'en débarrasser.

COVID-19 - DES RÈGLES PUS STRICTES

PLUTÔT QUE DE DÉTAILLER CE QUI EST DÉSORMAIS INTERDIT, VOICI PLUTÔT LA LISTE DE CE QUI RESTE AUTORISÉ



Réunion de Lutte ouvrière samedi 20 mars à 15h :

Il y a 150 ans, la Commune de Paris : pour la première fois, les travailleurs au pouvoir

Le 18 mars 1871, la population ouvrière de Paris s'insurgea. Le pouvoir bourgeois prit peur et se réfugia à Versailles.

Pendant 72 jours, la classe ouvrière fut au pouvoir, et géra collectivement la ville

en fonction de l'intérêt commun.

La bourgeoisie chercha à éliminer tout souvenir de cette période, en envoyant l'armée massacrer plus de 20 000 personnes.



La réunion est sur invitation.

Les modalités d'organisation étant dépendantes des contraintes sanitaires, il est impératif de réserver : le lieu de la réunion dépendra du nombre de participants.

Troupes françaises, hors d'Afrique !

La semaine dernière, Macron s'est félicité de « plusieurs victoires militaires » et de l'implication de plus en plus importante des troupes maliennes et tchadiennes, dans l'opération Barkhane. Emporté dans son élan, il a même affirmé avoir « sauvé le Sahel ». Quel mensonge !

En 2013, quand le dispositif Barkhane a été lancé, sous la présidence Hollande, l'intervention avait été présentée comme une opération coup de poing et quelques mois à peine après son déclenchement, Hollande se vantait d'avoir « gagné cette guerre ». C'était il y a huit ans ! Huit ans que les soldats français « traquent les djihadistes ». Quasiement pas un jour ne se passe sans qu'une attaque se produise au Mali, au Burkina Faso ou au Niger. Résultat : deux millions de déplacés ; des villageois pris en tenaille entre les

différentes factions, des jeunes sans perspectives et embrigadés, dans des réseaux de trafiquants ou dans des milices djihadistes...



À cela, s'ajoutent le racket et les agressions des soldats maliens ou burkinabés censés protéger la population, et les exactions des troupes françaises.

Que la France se pose, encore aujourd'hui, en sauveur de l'Afrique est

d'autant plus révoltant qu'elle contribue encore au pillage du continent. L'époque du colonialisme est passée, mais l'Afrique continue à être vidée de son sang et de ses richesses.

Total pompe toujours le pétrole du Congo et du Gabon, Bolloré domine les principaux ports et réseaux de transport, et Orano, ex-Areva, continue d'extraire l'uranium du Niger. C'est ce pillage là que défendent les troupes françaises de Barkhane et celles basées en Côte d'Ivoire, au Tchad ou à Djibouti et c'est cela qui fait le lit du djihadisme.

Alors l'intervention Barkhane et toutes les opérations impérialistes de la France n'est qu'un épisode de plus de la guerre que l'impérialisme français mène contre les peuples d'Afrique, et nous, travailleurs, avons toutes les raisons de dénoncer ce pillage et cette hypocrisie.

Des nouvelles du conseil municipal et du conseil communautaire

Le conseil municipal s'est réuni le 13 février et le conseil communautaire le 17. Le point principal était le débat d'orientation budgétaire. Voici deux résumés des principales interventions de notre camarade élu dans ces assemblées. On peut les retrouver en entier en vidéo sur la page Facebook **Lutte ouvrière Chaumont**.

Intervention dans le débat d'orientation budgétaire : « contre le chômage, répartir le travail entre tous »

La crise n'est pas due à l'apparition du Covid 19 mais au fonctionnement normal du système capitaliste, suspendu aux aléas de la spéculation financière.

La gestion de la pandémie a été d'autant plus dramatique que la société était démunie par des dizaines d'années d'attaques contre les services publics utiles à la population.

Tandis que les aides se multiplient et sauvent les profits des plus riches, les suppressions de lits dans les hôpitaux, de classes dans les écoles, de lignes ferroviaires et de guichets dans les gares continuent.

La crise actuelle montre la nécessité de se débarrasser de ce système capitaliste qui conduit l'humanité à la catastrophe. Ce sont les travailleurs qui font tout fonctionner dans cette société, on a pu en voir clairement la démonstration lors du confinement. Alors c'est à eux de décider. Pas aux profiteurs.

Après avoir baissé ses dotations aux communes, l'État s'en prend au

jour d'hui aux agents territoriaux. Alors que leurs salaires sont bloqués depuis des années, on veut leur imposer de travailler encore davantage, et gratuitement. Les agents de l'agglomération perdraient encore une dizaine de jours par an. C'est une fois encore aux salariés qu'on demande de réaliser les économies dont a besoin l'État pour subventionner les capitalistes.

Dans cette période de chômage massif, ce qu'il faudrait, c'est répartir le travail entre tous. Il faudrait embaucher, avec des emplois bien rémunérés, partout où c'est nécessaire, et donc d'abord des emplois utiles à la collectivité : voilà ce qui mériterait le terme d'investissement.

Alors la moindre des choses, quand on prétend déplorer localement la politique menée par l'État, c'est d'en mener une autre, qui ne soit ni le relais local des attaques contre les travailleurs ni la mise à disposition à Chaumont d'une autre caisse à subventions à disposition du grand patronat.

Question sans réponse :

« Je souhaite poser une question concernant la situation de l'hôpital. Les administrateurs provisoires ont établi deux rapports, un provisoire et un définitif. Des réunions d'un comité de pilotage vont avoir lieu prochainement. À ces réunions, siègent notamment les directeurs des hôpitaux du Sud Haute-Marne, la Directrice générale de l'ARS Grand-Est et les maires de Chaumont, Langres et Bourbonne. Ce comité de pilotage va donner ses orientations en fonction de ce qui est évoqué dans ces rapports.

Dans ce contexte, il me paraît indispensable que les personnels soient informés de tout ce qui les concerne, d'autant que ce type de rapport est généralement annonciateur de mauvais coups à venir contre les salariés. Ni les administrateurs provisoires ni la directrice générale de l'ARS n'ont daigné répondre au syndicat SUD-santé qui réclamait, à juste raison, la communication de ces rapports. Il est particulièrement choquant que les organisations de salariés n'en aient pas été destinataires.

Que pensez-vous de cette situation ? Comment comptez-vous intervenir pour que ces rapports soient transmis aux organisations de salariés ? »